

Commune de Montségur

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL N° 01-21

Nombre de Conseillers

En exercice : 11

Présents : 9

Votants : 9

Pour : 9

Contre : 0

Abstention : 0

L'an **DEUX MILLE VINGT et UN, le 20 mars.**, à 18h le conseil municipal de la commune de **MONTSÉGUR** dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Monsieur Nicolas DIGOUDÉ, maire.

Ce conseil s'est réuni à huit-clos pour de raisons sanitaires (Covid-19).

Date de convocation du Conseil : 15 mars 2021

Présents : Mesdames Geneviève ALBOUY, Camille ARGIRAKIS, Messieurs Bernard ALLIEU (visioconférence), Cyrille DELMAS (arrivé à 20h), Nicolas DIGOUDÉ, Jérôme LAGARDE, Charlie OLIVIER, Lionel SÉGUÉLA, Didier TRÉMOLIÈRES.

Absents : Séverine BONNET (excusée), Sébastien MOUNIÉ (excusé, procuration à Nicolas DIGOUDÉ)

Secrétaire de séance : Madame Geneviève ALBOUY

En application de l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Objet : modification de la durée de service d'un emploi à temps non complet

Le conseil municipal sur rapport de Monsieur le Maire,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 34 et 97,

Vu le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 modifié, portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés sur des emplois permanents à temps non complet,

Vu le tableau des emplois,

Vu l'avis du comité technique en date du 23 février 2021

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée :

Considérant la nécessité de modifier la durée hebdomadaire de travail d'un emploi d'Adjoint Technique permanent à temps non complet (à 10 heures hebdomadaires) en raison de l'aménagement de travail d'un employé pour le bon service de la collectivité.

Après avoir entendu le Maire dans ses explications complémentaires, le conseil municipal après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

La suppression, à compter du 20 mars 2021, d'un emploi permanent non complet (à 10heures hebdomadaires) d'Adjoint Technique.

Article 2 :

La création, à compter de cette même date, d'un emploi permanent non complet (à 20heures hebdomadaires) d'Adjoint Technique,

Article 3 :

D'inscrire au budget les crédits correspondants.

Article 4 :

Les dispositions de la présente délibération prendront effet après transmission aux services de l'Etat et publication et ou notification.

Article 5 :

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif d'Amiens dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.

ADOPTÉ : à l'unanimité des membres présents

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que ci-dessus,

Annule et remplace la délibération n° 71-20 du 28 décembre 2020



Le Maire
Nicolas DIGOUDÉ



ANNEXE à la Délibération n°BB-21 du 20 mars 2021

| Cadres ou emplois | Catégorie | Postes existants | Effectifs pourvus | Temps complet Temps non complet |
|---|-----------|------------------|-------------------|------------------------------------|
| <u>Filière Administrative et Technique</u> | | | | |
| Adjoint Administratif Principal 1 ^{ère} classe | C | 1 | 1 | 35h |
| Adjoint Administratif Principal 1 ^{ère} classe | C | 1 | 0 | 12h |
| Adjoint Administratif Principal 2 ^{ème} classe | C | 3 | 0 | 35h |
| Adjoint Administratif Principal 2 ^{ème} classe | C | 2 | 0 | 12h |
| Adjoint Administratif Principal 2 ^{ème} classe | C | 1 | 0 | 10h |
| Adjoint Administratif | C | 1 | 0 | 35h |
| Adjoint Administratif | C | 1 | 0 | 30h |
| Adjoint Administratif | C | 1 | 1 | 10h |
| Adjoint Administratif | C | 2 | 1 | 25h |
| Adjoint Technique Principal 2 ^{ème} classe | C | 1 | 0 | 35h |
| Adjoint Technique | C | 1 | 0 | 35h |
| Adjoint Technique | C | 1 | 0 | 10h |
| Adjoint Technique | C | 2 | 2 | 20h |
| TOTAL | | 18 | 4 | |

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que ci-dessus,

Le Maire
Nicolas DIGOUDÉ



Commune de Montségur

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL N° 02-21

Nombre de Conseillers

en exercice : 11

Présents : 9

Votants : 9

Pour : 9

Contre : 0

Abstention : 0

L'an **DEUX MILLE VINGT et UN, le 20 mars.**, à 18h le conseil municipal de la commune de **MONTSÉGUR** dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Monsieur Nicolas DIGOUDÉ, maire.

Ce conseil s'est réuni à huit-clos pour de raisons sanitaires (Covid-19).

Date de convocation du Conseil : 15 mars 2021

Présents : Mesdames Geneviève ALBOUY, Camille ARGIRAKIS, Messieurs Bernard ALLIEU (visioconférence), Cyrille DELMAS (arrivé à 20h), Nicolas DIGOUDÉ, Jérôme LAGARDE, Charlie OLIVIER, Lionel SÉGUÉLA, Didier TRÉMOLIÈRES.

Absents : Séverine BONNET (excusée), Sébastien MOUNIÉ (excusé, procuration à Nicolas DIGOUDÉ)

Secrétaire de séance : Madame Geneviève ALBOUY

En application de l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Objet : Paiement d'une participation aux frais de fonctionnement de l'école primaire de Villeneuve d'Olmes.

Le maire expose au conseil municipal que plusieurs enfants de Montségur sont chaque année scolarisés à **Villeneuve d'Olmes**.

La loi 83.663 du 22 juillet 1983 modifiée prévoit dans son article 23 que les charges de fonctionnement dans les écoles publiques doivent être fixées par libre accord entre les communes concernées.

La commune de Villeneuve d'Olmes procède pour chaque année scolaire à l'évaluation du montant de la participation aux frais de fonctionnement par enfant scolarisé, et produisent la liste des enfants de Montségur qu'ils reçoivent dans leurs écoles.

Soit pour l'année 2020-2021 : 4 enfants

1 000 € par élève : montant de 4 000 €

Où l'exposé du maire, le conseil municipal l'autorise à signer avec cette commune la convention fixant le montant de la participation par enfant et la liste nominative des enfants scolarisés dans son école, puis de faire mettre en paiement le remboursement des frais dus au titre de chaque année scolaire terminée, avant le 31 décembre de chaque année.

Ainsi fait et délibéré à Montségur les jour, mois, an susdits.



Le maire
Nicolas DIGOUDÉ



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL N° 03-21

Nombre de Conseillers

En exercice : 11

Présents : 9

Votants : 9

Pour : 9

Contre : 0

Abstention : 0

L'an **DEUX MILLE VINGT et UN, le 20 mars.**, à 18h le conseil municipal de la commune de **MONTSEGUR** dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Monsieur Nicolas DIGOUDÉ, maire.

Ce conseil s'est réuni à huit-clos pour de raisons sanitaires (Covid-19).

Date de convocation du Conseil : 15 mars 2021

Présents : Mesdames Geneviève ALBOUY, Camille ARGIRAKIS, Messieurs Bernard ALLIEU (visioconférence), Cyrille DELMAS (arrivé à 20h), Nicolas DIGOUDÉ, Jérôme LAGARDE, Charlie OLIVIER, Lionel SÉGUÉLA, Didier TRÉMOLIÈRES.

Absents : Séverine BONNET (excusée), Sébastien MOUNIÉ (excusé, procuration à Nicolas DIGOUDÉ)

Secrétaire de séance : Madame Geneviève ALBOUY

En application de l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Objet : VOTE DES TAUX DES TAXES LOCALES 2021.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de se prononcer sur l'évolution des taxes locales (Taxe Foncier Bâti et Foncier non bâti) afin d'élaborer le budget primitif.

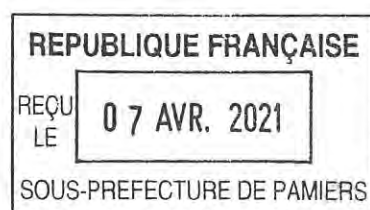
Compte tenu de la réforme liée à la suppression de la Taxe d'Habitation résidence principale, la délibération doit comporter le taux de TFB 2021 : **taux communal + taux départemental (21.15% pour notre département)**

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal décide à la majorité de ses membres présents :

- De ne pas augmenter le produit attendu. Les taux applicables en 2021 seront donc :
Taxe Foncière (bâti) : 6,53 % + 21,15 % = 27,68 %
Taxe Foncière (non bâti) : 124,96 %
Contribution foncière des entreprises : Néant

La présente délibération annule et remplace celles du 3 juillet 2021 n°33-20

Ainsi fait et délibéré à Montségur les jour, mois, an susdits.



N° 1259 COM (1)

**TAUX
FDL
2021**

COMMUNE : 211 MONT SEGUR

ARRONDISSEMENT : 09 PAMIERIS

TRÉSORERIE SPL OU SGC : TRÉSORERIE LAVELANET-BELESTA



ÉTAT DE NOTIFICATION DES PRODUITS PRÉVISIONNELS ET DES TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES LOCALES POUR 2021

I - RESSOURCES FISCALES DONT LE TAUX DOIT ÊTRE VOTÉ EN 2021

| Taxes | Bases d'imposition effectives 2020 | Taux de référence pour 2021 | Bases d'imposition provisionnelles 2021 | Produit de référence (col.3 x col.2) | TAUX VOTES | Produits attendus (col.3 x col.5) | Taux plafond pour 2021 |
|-------------------------------|------------------------------------|-----------------------------|---|--------------------------------------|------------|-----------------------------------|------------------------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 |
| Taxe foncière (bâti)..... | 160 561 | 27,68 (*) | 161 900 | 44 814 | 27,68 | 44814 | 107,17 |
| Taxe foncière (non bâti)..... | 9 746 | 124,96 | 9 700 | 12 121 | 124,96 | 12121 | 286,89 |
| CFE..... | | | 0 | | | | >>> |
| | | | Totaux : | 56 935 | | 56 935 | |

Si la diminution sans lien des taux a été décidée en 2021, cochez la case : (*) dont taux départemental 2020 : 21,15

AIDE AU CALCUL DES TAUX PAR VARIATION PROPORTIONNELLE

Il n'est pas nécessaire de remplir cette rubrique en cas :
- de reconduction des taux de référence
- ou de variation différenciée

| Taxes | Taux de référence de 2021 | COEFFICIENT DE VARIATION PROPORTIONNELLE | Taux proportionnel (col.8 x col.10) |
|-------------------------------|---------------------------|--|-------------------------------------|
| | 8 | 9 | 11 |
| Taxe foncière (bâti)..... | 27,68 | | |
| Taxe foncière (non bâti)..... | 124,96 | | |
| CFE..... | >>> | | |
| | | Produit total souhaité | |
| | | 56 935 = | |
| | | Produit total de référence (total colonne 4) | (6 décimales) |

Si un des taux déterminé de manière proportionnelle excède le taux plafond, une variation différenciée doit obligatoirement être votée.

II - RESSOURCES FISCALES INDÉPENDANTES DES TAUX VOTÉS EN 2021

| CVAE | IFER | TASCOM | TH | Taxe add. TFNB | TVA nationale | Total |
|----------------------------|-------|-----------|-------|----------------|---------------------------------|-------|
| >>> | | | 6 243 | | >>> | 6 243 |
| Allocations compensatrices | DCRTP | versement | FNGIR | contribution | Effet du coefficient correcteur | |
| 1 500 | | | | | -29 527 | |

III - TOTALISATION DES RESSOURCES FISCALES PRÉVISIONNELLES POUR 2021

| | | | | | | | | | | |
|---|---|-------------------------------|---|-------------------------------------|---|-----------------|---|--------------------|---|---|
| Produit attendu des taxes à taux voté (colonne 6) | + | 6 243 | + | 1 500 | + | 0 | + | -29 527 | = | 35 151 |
| | | Total autres taxes (cadre II) | | Allocations compensatrices et DCRTP | | Versement FNGIR | | Contribution FNGIR | | Montant total provisionnel 2021 au titre de la fiscalité directe locale |

A FOIX
Le DIRECTEUR DEP. DES FINANCES
PAUL CHATAIL
Le 23 MARS 2021

REQU
LE
07 AVR. 2021
SOUS-PREFECTURE DE PAMIERIS

Le Maire,
Nicolas DIGOUDÉ

Le maire,
le
06/04/21

FEUILLET A RETOURNER AUX SERVICES PREFECTORAUX EN TROIS EXEMPLAIRES ACCOMPAGNÉS DE LA DÉCLARATION DE VOTE DES TAUX

N° 1259 COM (2)

**TAUX
FDL
2021**

MINISTÈRE DE L'ACTION ET DES COMPTES PUBLICS
 COMMUNE : 211 MONT SEGUR
 ARRONDISSEMENT : 09 PAMPIERS
 TRÉSORERIE SPL OU SGC : TRÉSORERIE LAVELANET-BELESTA

ÉTAT DE NOTIFICATION DES PRODUITS PRÉVISIONNELS ET DES TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES LOCALES POUR 2021

IV – INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES :

1. DETAIL DES ALLOCATIONS COMPENSATRICES

| | | | |
|---|-------|--|----------|
| Taxe foncière (bâti) : | | | |
| a. Personnes de condition modeste | 77 | | |
| b. Baux à réhabilitation, QPPV, Mayotte | 0 | | |
| c. Exonération de longue durée (logements sociaux) | 0 | | |
| d. Locaux industriels | 0 | | |
| Taxe foncière (non bâti) : | 1 423 | | |
| Cotisation foncière des entreprises (CFE) : | | | |
| a. Réduction des bases des créations d'établissements | 0 | | |
| b. Exonération en zones d'aménagement du territoire | | | |
| c. Base minimum | | | |
| d. Locaux industriels | | | |
| e. Autres allocations | | | |
| Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises : | | | |
| Dotations pour perte de THLV : | | | |
| Dotations TH (Mayotte) : | | | |
| 6. COEFFICIENT CORRECTEUR | | | 0,341123 |

2. BASES NON TAXÉES

Bases exonérées par le conseil municipal

| | |
|---|-------|
| Taxe foncière (bâti) | |
| Taxe foncière (non bâti) | |
| Cotisation foncière des entreprises (CFE) | |
| Bases exonérées par la loi | 6 860 |
| Taxe foncière (bâti) | |
| Taxe foncière (non bâti) | |
| Cotisation foncière des entreprises (CFE) | 2 431 |
| Bases exonérées par la loi au titre des terres agricoles | |

3. CVAE

| | |
|---|-----|
| a. CVAE part nette versée par les entreprises | >>> |
| b. CVAE part dégréevée | |
| c. CVAE : exonérations non compensées | |

4. TAXE D'HABITATION

| | |
|---|---------|
| a. Bases noirs résidences principales et locaux vacants | 143 525 |
| b. Bases résidences secondaires soumises à majoration | |
| c. Bases des locaux vacants soumis à THLV | |
| d. Taux figé de taxe d'habitation | 4,35 |
| e. Taux résidences secondaires soumises à majoration TH | 0,00 |

5. PRODUIT DES IFR

| | |
|------------------------------|-----|
| Éoliennes & hydroliennes | |
| Centrales électriques | |
| Centrales photovoltaïques | |
| Centrales hydrauliques | |
| Centrales géothermiques | |
| Transformateurs | |
| Stations radioélectriques | |
| Gaz – Stockage, transport... | |
| 7. FRACTION DE TVA | >>> |

8. ELEMENTS UTILILES AU VOTE DES TAUX

| | | | | | | | | |
|--|----|-------|--|----|--------|---|----|--------|
| Taux moyens communaux de 2020 au niveau national | 12 | 42,77 | Taux 2020 des EPCI (col. 14 – col. 15) | 16 | 107,17 | Taux plafonds communaux à ne pas dépasser pour 2021 (col. 14 – col. 15) | 16 | 286,89 |
| | 13 | 43,74 | | 14 | 109,35 | | 16 | 292,08 |
| Taxe foncière (bâti)..... | | | | | | | | |
| Taxe foncière (non bâti). | | | | | | | | |
| CFE..... | | | | | | | | |

MAJORATION SPECIALE DU TAUX DE CFE

| | | | |
|--|-----|--|-------|
| Taux communal majoré à ne pas dépasser | >>> | Taux maximum de la majoration spéciale | >>> |
| Taux moyen pondéré des taxes foncières de 2020 : | | Taux moyen pondéré des taxes foncières de 2020 : | |
| national | >>> | communal | >>> |
| | | Taux de CFE perçue en 2020 par la communauté d'agglomération, la communauté urbaine ou de communes ayant opté pour la fiscalité professionnelle unique | 33,60 |

DIMINUTION SANS LIEN

Année au titre de laquelle la diminution sans lien a été appliquée
 Année au titre de laquelle les taux précédemment diminués sans lien ont été augmentés

RÉFORME FISCALE : DÉTERMINATION DU COEFFICIENT CORRECTEUR COMMUNAL

En application de l'article 16 de la loi de finances pour 2020, les parts communale et départementale de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) sont fusionnées et affectées aux communes dès 2021 en compensation de la perte de la taxe d'habitation (TH) sur les résidences principales. La sur ou sous-compensation est neutralisée chaque année à compter de 2021, par application d'un coefficient correcteur au produit de TFPB qui aurait résulté du maintien des taux à leur niveau de 2020, et à l'allocation compensatrice TFPB relative à la diminution de moitié des valeurs locatives des locaux industriels (A du III de l'article 29 de la loi de finances pour 2021).

I – RESSOURCES À COMPENSER

| | | | | | |
|--|--------|---|------|---|----------------|
| Bases communales de TH des résidences principales pour 2020 x Taux communal TH 2017 | 81 689 | x | 4,35 | = | 3 553 |
| + Allocation compensatrice TH versée à la commune en 2020 au titre des exonérations compensées | | | | | 1 078 |
| + Produit annuel moyen des rôles supplémentaires de TH des résidences principales perçus par la commune de 2018 à 2020 | | | | | 34 |
| = ressources communales supprimées par la réforme | | | | | 4 665 A |

II – RESSOURCES DE COMPENSATION

| | |
|--|-----------------|
| Produit net de TFPB perçu par le département en 2020 sur la commune | 33 714 |
| + Allocations compensatrices TFPB versée au département en 2020 pour les exonérations compensées sur la commune | 49 |
| + Produit annuel moyen des rôles supplémentaires de TFPB perçus par le département de 2018 à 2020 sur la commune | 33 763 B |
| = ressources départementales affectées à la commune par la réforme | |

III – TAXE FONCIÈRE SUR LES PROPRIÉTÉS BÂTIES APRÈS RÉFORME

| | | | | | |
|--|--------|---|--------|---|-----------------|
| Produits nets de TFPB perçus en 2020 par la commune et le département sur la commune | 10 449 | + | 33 714 | = | 44 163 C |
|--|--------|---|--------|---|-----------------|

IV – SUR-OU SOUS-COMPENSATION (AVANT APPLICATION DU COEFFICIENT CORRECTEUR) ET CALCUL DU COEFFICIENT CORRECTEUR

Différence entre les ressources à compenser et celles transférées du département

| | | | | |
|----------------|---|-----------------|---|------------------|
| 4 665 A | - | 33 763 B | = | -29 098 D |
|----------------|---|-----------------|---|------------------|

$$\text{Coefficient correcteur} = 1 + \frac{\text{différence de ressources TFPB « après réforme »}}{44 163 \text{ C}} = 1 + \frac{-29 098 \text{ D}}{44 163 \text{ C}} = 0,341123 \text{ E}$$

Si **D** > 0 et **E** > 1) : commune sous-compensée
 Si **D** < 0 et **E** < 1) : commune sur-compensée
 Le coefficient correcteur ne s'applique pas aux communes sur-compensées avec une différence inférieure en valeur absolue à 10 000 €.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL N° 04-21

Nombre de Conseillers

En exercice : 11

Présents : 9

Votants : 9

Pour : 9

Contre : 0

Abstention : 0

L'an **DEUX MILLE VINGT et UN**, le **20 mars.**, à 18h le conseil municipal de la commune de **MONTSÉGUR** dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Monsieur Nicolas DIGOUDÉ, maire.

Ce conseil s'est réuni à huit-clos pour de raisons sanitaires (Covid-19).

Date de convocation du Conseil : 15 mars 2021

Présents : Mesdames Geneviève ALBOUY, Camille ARGIRAKIS, Messieurs Bernard ALLIEU (visioconférence), Cyrille DELMAS (arrivé à 20h), Nicolas DIGOUDÉ, Jérôme LAGARDE, Charlie OLIVIER, Lionel SÉGUÉLA, Didier TRÉMOLIÈRES.

Absents : Séverine BONNET (excusée), Sébastien MOUNIÉ (excusé, procuration à Nicolas DIGOUDÉ)

Secrétaire de séance : Madame Geneviève ALBOUY

En application de l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales.

OBJET : Avis relatif à l'inscription de chemins au Plan Départemental des Itinéraires de promenade et Randonnée de l'Ariège (PDIPR)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et en particulier les articles L2212-1, L2212-2, L2213-1, L2213-4,

Vu l'article 56 de la loi du 22 juillet 1983 qui confie au Département la charge de réaliser un Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR),

Vu les articles L361-1, L 362-1 et L365-1 du Code de l'Environnement,

Vu les articles L161-2, L161-5 et R161-27 du Code Rural,

Vu la délibération du 29 janvier 2018 de la Commission Permanente du Conseil départemental de l'Ariège actant les grands principes de la réactualisation du PDIPR,

Monsieur le Maire informe le Conseil municipal de la procédure d'inscription des chemins au PDIPR conduite par le Département de l'Ariège : l'itinéraire intitulé *Le Chemin Pavé (chemin des Tisserands)* », dont le gestionnaire est la Communauté de Communes du Pays d'Olmes, a reçu l'avis favorable du Comité Technique PDIPR. A ce titre, le Conseil départemental sollicite l'avis de la commune concernant son inscription au PDIPR.

Monsieur le Maire présente la liste des chemins ruraux, parcelles communales et chemins privés empruntés par cet itinéraire.

Monsieur le Maire précise que des accords de passage et d'aménagement sont en cours d'élaboration avec tous les propriétaires fonciers concernés par cet itinéraire.

Ayant entendu cet exposé, et compte tenu de l'intérêt reconnu de cet itinéraire pour la constitution d'un réseau départemental d'itinéraires pour la pratique de la randonnée,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- EMET un avis favorable pour l'inscription au PDIPR de l'itinéraire balisé « **Le Chemin Pavé (chemin des Tisserands)** », et en particulier sur les parcelles et chemins appartenant à la commune :
 - *Chemin de Montségur à Lavelanet*
- S'ENGAGE, en ce qui concerne les chemins ruraux, à conserver leurs caractéristiques physiques, leur caractère public, ouvert et entretenu et à ne pas aliéner leur emprise ;
- S'ENGAGE, à maintenir la continuité de l'itinéraire, en particulier en cas d'opérations d'aménagement foncier, en proposant au Conseil départemental de l'Ariège un itinéraire de substitution approprié à la randonnée et ne modifiant pas de manière excessive la durée, la difficulté, la qualité et l'intérêt du parcours
- AUTORISE le Conseil départemental à mettre en place la signalisation directionnelle sur l'itinéraire, conformément à la charte départementale de balisage et de signalétique ;
- S'ENGAGE à informer la Communauté de communes du Pays d'Olmes et le Conseil départemental de toute modification concernant cet itinéraire ;
- S'ENGAGE à prendre les dispositions qui s'avèreraient nécessaires, dans l'exercice des pouvoirs de police du Maire, en matière de précaution et de prévention des dangers, de circulation et de préservation de l'environnement ;
- AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous les documents inhérents à cette affaire.

Ainsi fait et délibéré à Montségur les jours, mois, an susdits.

Le maire
Nicolas DIGOUDÉ

